

**D R I R E**

20 OCT. 2011

Subdivisions AIX

**PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

MARSEILLE, le 6 OCT. 2011

**PREFECTURE****DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES  
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE****BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT****Dossier suivi par : M. ARGUIMBAU**  
Tél. : 04.84.35.42.68  
n°1345- 2011 SANC**ARRETE DE MISE EN DEMEURE**

à l'encontre de la Société SEMAG  
concernant l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux au lieu -dit  
« La Malespine » à Gardanne

☐ HOPI ☒ GIDIC ☐ non  
n° A / GS13

ARRIVEE le 10 OCT. 2011

Destinataire : L. Bellon  
☒ attribution ☐ info  
Copie : 10/10/11

**LE PREFET DE LA REGION  
PROVENCE ALPES COTE D'AZUR  
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L 511-1, L 514-1 et suivants,

Vu l'arrêté n° 1225-2011 PC du 31 août 2011 portant des prescriptions complémentaires à la société SEMAG dans le cadre de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux au lieu -dit « La Malespine » à Gardanne,

Vu la visite effectuée sur le site le 23 septembre 2011 par l'inspecteur des installations classées dans le cadre d'un contrôle sur les conditions d'exploitation en référence à l'arrêté susvisé,

Vu le rapport du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du 28 septembre 2011,

Vu l'avis du sous-préfet d'Aix en Provence en date du 3 octobre 2011

Considérant qu'au cours de sa visite, l'inspecteur des installations classées a constaté que la mise en place d'un rideau d'eau et l'isolement du local à haute tension n'était toujours pas réalisés,

Considérant que la société SEMAG ne respecte pas l'article 8-6-17 de l'arrêté n° 1225-2011 PC du 31 août 2011 en n'ayant pas mis en service les équipements précités,

Considérant qu'en application de l'article L.514-1 du Code de l'Environnement, lorsqu'un Inspecteur des installations classées a constaté le non respect des prescriptions techniques imposées à l'exploitant d'une installation classée, le Préfet doit mettre en demeure l'exploitant de satisfaire aux conditions d'exploitation définies par l'arrêté préfectoral du 31 août 2011 et ce, dans un délai déterminé,

Considérant que le non respect des prescriptions imposées est susceptible d'entraîner des risques pour la sécurité des pompiers en cas d'intervention de leur part sur le site,

Sur la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

## A R R E T E

### ARTICLE 1er

La Société SEMAG, dont le siège social est situé à l'Hôtel de ville à Gardanne, exploitant une installation de stockage de déchets non dangereux au lieu -dit « La Malespine » à Gardanne, est mise en demeure de respecter, **sous un délai d'un mois**, dès réception du présent arrêté, les prescriptions de l'article 8.6.17 « *Moyens complémentaires de lutte contre l'incendie* » de l'arrêté n° 1225-2011 PC du 31 août 2011 susvisé et notamment:

- l'isolation du local haute tension des autres locaux par des murs coupe feu 2 heures ou son implantation à 8 m minimum des installations,
- la mise en place d'un rideau d'eau.

### ARTICLE 2

En cas de non-respect des conditions qui précèdent dans le délai imparti, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales prévues à l'article L.514-1, 2 et 3 du Code de l'Environnement.

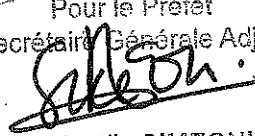
### ARTICLE 3

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### ARTICLE 4

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
  - Le Sous-Préfet d'Aix en Provence,
  - Le Maire de Gardanne,
  - Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
  - Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MARSEILLE, le 6 OCT. 2011

Pour le Préfet  
la Secrétaire Générale Adjointe  
  
Raphaëlle SIMEONI

